

Montreuil

Le harcèlement policiier, ça suffit

Ce sont des habitants de Montreuil, ce sont des travailleurs, c'est « la France qui se lève tôt » pour reprendre une vieille formule. Et pourtant, depuis le mois de mai, la police ne cesse de les harceler et de les menacer. Cela ne peut plus durer, nous en appelons à la solidarité de la population.

Des policiers qui font le guet, des contrôles au faciès, des arrestations, des menaces d'expulsion (« obligation de quitter le territoire français »)... Les abords du métro Robespierre et de la place Charles-de-Gaulle. sont devenus, depuis plusieurs semaines, des zones dangereuses quand on a la peau noire. Pourquoi ce harcèlement ?

En représailles à la réquisition de l'ex-Afpa...

Place Charles-de-Gaulle, il y a l'ex-centre Afpa, réquisitionné à juste titre à l'automne 2018 par la Ville de Montreuil pour reloger les résidents du foyer de travailleurs migrants de la rue Bara, totalement insalubre, du fait d'une gestion déplorable. De nombreux relogés sont par ailleurs sans papiers, et contraints de travailler dans la clandestinité. Le bâtiment de l'Afpa, lui, appartient à l'État, et la préfecture de Seine-Saint-Denis n'a jamais digéré sa réquisition.

...par un préfet implacable...

Or, depuis le 29 avril 2019, la Seine-Saint-Denis a hérité d'un préfet de choc. Georges-François Leclerc a exercé dans les Alpes-Maritimes pendant deux ans et demi, où il a orchestré une répression constante

contre les migrant·es et leurs soutiens – notamment le paysan Cédric Herrou, qu'il a attaqué en justice (en vain, heureusement). Même topo contre les gilets jaunes. Après que la police a grièvement blessé une militante d'Attac de 73 ans, Geneviève Legay, à Nice, il a été muté. Et ce n'est pas un hasard s'il a été parachuté dans le 93. Maltraiter les travailleurs migrants, les sans-papiers, cela contribue à « mettre au pas » notre département rebelle, populaire, métissé – et pour ces trois raisons constamment ciblé par les calomnies de l'extrême droite et du gouvernement.

... pour accentuer la surexploitation des travailleurs sans papiers

Ce harcèlement n'a pas pour but de vider Montreuil ni la France de ses

sans-papiers. Ceux-ci sont systématiquement utilisés pour faire baisser les coûts. Pas un chantier ne s'ouvre sans eux. Ce sont les grèves qui révèlent les scandales, comme actuellement celle de Chronopost, à Alfortville, à laquelle participent plusieurs sans-papiers résidant à Montreuil. Depuis le 11 juin, ils tiennent un piquet de grève sans discontinuer, pour demander leur régularisation. La Poste profite de leur privation de droits pour les faire trimmer au tri et au déchargement des camions dans des conditions indignes : embauche à 3 ou 4 heures du matin, à temps partiel, pour 600 euros par mois, heures sup' non payées, virés en cas de réclamation ou de maladie...

Premiers signataires :

Union locale CGT, Solidaires Montreuil, liaison montreuilloise du Comité des travailleurs sans papiers de Vitry, Nouveau Parti anticapitaliste, Union communiste libertaire

Nous appelons à une
PREMIÈRE MANIFESTATION DE RIPOSTE
avec les travailleurs migrants
le samedi 3 août à 14 h
au départ de la mairie de Montreuil
pour dire stop au harcèlement, stop à la surexploitation,
régularisation des sans-papiers